



CHAPITRE 31

Loi modifiant la Loi des droits sur les successions

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
70, a. 9,
mod.

1. L'article 9 de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1964, chapitre 70) est modifié en remplaçant les sous-paragraphes *a* à *d* du deuxième alinéa du paragraphe 1, ainsi que le troisième alinéa dudit paragraphe, par ce qui suit:

« *a*) N'excède pas soixante-quinze mille dollars, aucun droit n'est exigible;

b) Excède soixante-quinze mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus 1/20 d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

c) Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus 1/100 d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas quinze pour cent.

Droits
addition-
nels.

Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède soixante-quinze mille dollars, des droits additionnels, aux taux suivants: ».

S.R., c.
70, a. 11,
remp.

2. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

Exemp-
tion
totale.

« **11. 1.** Aucun droit n'est exigible sur la valeur des biens transmis, en totalité ou en partie, aux personnes mention-

CHAPTER 31

An Act to amend the Succession Duties Act

[Assented to 13th June 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 9 of the Succession Duties Act (Revised Statutes, 1964, chapter 70) is amended by replacing subparagraphs *a* to *d* of the second paragraph of subsection 1, and the third paragraph of the said subsection, by the following:

“(a) Does not exceed seventy-five thousand dollars, no duty shall be exigible;

(b) Exceeds seventy-five thousand dollars and does not exceed one hundred thousand dollars, one per centum, plus 1/20 of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(c) Exceeds one hundred thousand dollars, five per centum, plus 1/100 of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such a way that the rate so obtained shall not exceed fifteen per centum.

With, moreover, in estates the aggregate value of which exceeds seventy-five thousand dollars, additional duties, at the following rates:”.

2. Section 11 of the said act, amended by section 1 of chapter 33 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

“**11. (1)** No duty shall be exigible on the value of the property transmitted, in whole or in part, to the persons men-

nées au paragraphe 1 de l'article 9 lorsque la valeur totale de la succession n'excède pas soixante-quinze mille dollars.

Droits
exigibles.

2. Lorsque la valeur totale de la succession excède soixante-quinze mille dollars et que les biens en sont transmis en totalité aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9, le montant des droits exigibles ne doit pas être supérieur à l'excédent de la valeur totale de la succession sur la somme de soixante-quinze mille dollars.

Idem.

3. Lorsque la valeur totale de la succession excède soixante-quinze mille dollars mais n'excède pas quatre-vingt mille quatre cent soixante-quinze dollars, et que les biens en sont transmis en partie aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9, le montant des droits exigibles de ces personnes est le moindre

a) du montant obtenu en appliquant les taux établis au paragraphe 1 de l'article 9, et

b) du montant obtenu en multipliant l'excédent de la valeur totale de la succession sur la somme de soixante-quinze mille dollars, par la proportion que représente la valeur des biens transmis à ces personnes par rapport à la valeur totale de la succession.

Biens
situés
dans le
Québec et
en dehors.

4. Lorsqu'une partie des biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 est située dans le Québec et l'autre partie en dehors, les dispositions des paragraphes 1 à 3 s'appliquent à chacune de ces parties dans la proportion de la valeur des biens qui y sont compris relativement à la valeur de tous les biens ainsi transmis. ».

S.R., c.
70, a. 19a,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 19, le suivant :

Exclusion
de la
valeur des
rentes.

« 19a. 1. La valeur d'une rente ou des bénéfices découlant d'une rente qui a été attribuée à un fonctionnaire ou employé suivant les dispositions d'un fonds de pension conforme aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque cette rente ou ces bénéfices sont transmis par ce fonctionnaire ou employé aux personnes visées

tioned in subsection 1 of section 9 when the aggregate value of the estate does not exceed seventy-five thousand dollars.

(2) Where the aggregate value of the estate exceeds seventy-five thousand dollars and the property thereof is transmitted in whole to the persons mentioned in subsection 1 of section 9, the amount of the duties exigible shall not be greater than the amount by which the aggregate value of the estate exceeds the sum of seventy-five thousand dollars.

Duties
exigible.

(3) Where the aggregate value of the estate exceeds seventy-five thousand dollars but does not exceed eighty thousand four hundred and seventy-five dollars, and the property thereof is transmitted in part to the persons mentioned in subsection 1 of section 9, the amount of the duties exigible from such persons shall be the lesser of

Idem.

(a) the amount obtained by applying the rates established in subsection 1 of section 9, and

(b) the amount obtained by multiplying that by which the aggregate value of the estate exceeds the sum of seventy-five thousand dollars, by the proportion which the value of the property transmitted to such persons bears to the aggregate value of the estate.

(4) Where one part of the property transmitted to the persons mentioned in subsection 1 of section 9 is situate within the province of Québec and the other part is situate outside the Province, the provisions of subsections 1 to 3 shall apply to each of such parts in that proportion which the value of the property included there bears to the value of all the property thus transmitted."

Property
situate
within
Québec
and
outside.

3. The said act is amended by inserting after section 19 the following :

R.S., c.
70, s. 19a,
added.

"19a. (1) The value of an annuity or of the benefits derived from an annuity which has been granted to an officer or employee under the terms of a pension fund which complies with the regulations made for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council, when such annuity or such benefits are transmitted by such officer or employee to the persons con-

Value of
annuity
excluded.

au paragraphe 1 de l'article 9, doit être exclue de la valeur totale de la succession de ce fonctionnaire ou employé jusqu'à concurrence de la partie de la valeur de cette rente ou de ces bénéfices qui correspond aux contributions versées par le fonctionnaire ou employé ainsi que par son employeur et dont la déduction à même le revenu est permise en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) ou de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67).

Exclusion
de la
valeur des
rentes.

2. La valeur d'une rente ou des bénéfices découlant d'une rente qui a été attribuée à une personne suivant les dispositions d'un plan d'épargne-retraite conforme aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque cette rente ou ces bénéfices sont transmis par cette personne aux personnes visées au paragraphe 1 de l'article 9, doit être exclue de la valeur totale de la succession de cette personne jusqu'à concurrence de la valeur de la partie de cette rente ou de ces bénéfices qui correspond aux contributions versées par cette personne et dont la déduction à même son revenu est permise en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69).

Exclusion
des rem-
bourse-
ments de
contribu-
tions à un
fonds de
pension.

3. Le montant du remboursement des contributions versées par un fonctionnaire ou employé et par son employeur à un fonds de pension visé au paragraphe 1, doit être exclu de la valeur totale de la succession de ce fonctionnaire ou employé lorsque ce montant est transmis aux personnes visées au paragraphe 1 de l'article 9, jusqu'à concurrence du montant des contributions versées par ce fonctionnaire ou employé et par son employeur et dont la déduction à même le revenu est permise en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) ou de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67).

Id., à un
fonds
d'épargne-
retraite.

4. Le montant du remboursement des contributions versées par une personne à un fonds d'épargne-retraite visé au paragraphe 2 doit être exclu de la valeur totale de la succession de cette personne lorsque ce remboursement est transmis aux personnes visées au paragraphe 1 de l'article 9, jusqu'à concurrence du montant des contributions versées par cette personne et dont la déduction à même le

templated in subsection 1 of section 9, shall be excluded from the aggregate value of the estate of such officer or employee up to that part of the value of such annuity or of such benefits which corresponds to the contributions paid by the officer or employee and by his employer and which are deductible from income under the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) or the Corporation Tax Act (Chap. 67).

(2) The value of an annuity or of the benefits derived from an annuity which has been granted to a person under the terms of a retirement savings plan which complies with the regulations made for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council, when such annuity or such benefits are transmitted by such person to the persons contemplated in subsection 1 of section 9, shall be excluded from the aggregate value of the estate of such person up to the value of that part of such annuity or of such benefits which corresponds to the contributions paid by such person and which are deductible from his income under the Provincial Income Tax Act (Chap. 69).

Value of
annuity
excluded.

(3) The amount of the repayment of the contributions paid by an officer or employee and by his employer to a pension fund contemplated in subsection 1 shall be excluded from the aggregate value of the estate of such officer or employee when such amount is transmitted to the persons contemplated in subsection 1 of section 9 up to the amount of the contributions paid by such officer or employee and by his employer and which are deductible from income under the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) or the Corporation Tax Act (Chap. 67).

Repay-
ment of
contribu-
tions to a
pension
fund
excluded.

(4) The amount of the repayment of the contributions paid by a person into a retirement savings fund contemplated in subsection 2 shall be excluded from the aggregate value of the estate of such person when such repayment is transmitted to the persons contemplated in subsection 1 of section 9 up to the amount of the contributions paid by such person and which are deductible from income

Id., to a
retire-
ment
savings
fund.

revenu est permise en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69).

« Fonctionnaire ».

5. Pour les fins du présent article, le mot « fonctionnaire » a le même sens que celui qui lui est attribué dans la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69). ».

under the Provincial Income Tax Act (Chap. 69).

(5) For the purposes of this section, "Officer". the word "officer" shall have the same meaning as it has in the Provincial Income Tax Act (Chap. 69)."

S.R., c. 70, s. 41a, aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 41, le suivant :

4. The said act is amended by inserting after section 41 the following :

R.S., c. 70, s. 41a, added.

Paiement en versements annuels.

« 41a. Lorsqu'une succession se compose, dans une proportion d'au moins les deux tiers de sa valeur, d'immeubles et d'actions de compagnies, le ministre du revenu peut permettre que les droits exigibles à l'égard de cette succession soient payés en quatre versements annuels, égaux et consécutifs, pourvu que le débiteur de ces droits en fasse la demande, dans la forme prescrite par le ministre, dans les six mois qui suivent la date du décès de son auteur, et, en même temps, acquitte le premier versement de droits et fournisse les garanties que le ministre estime suffisantes pour assurer le paiement des trois autres versements.

"41a. Where not less than two-thirds of the value of an estate consists of immoveables and of shares in companies, the Minister of Revenue may permit payment of the duties exigible respecting such estate in four equal and consecutive annual instalments, provided that the person owing such duties applies therefor in the form prescribed by the Minister, within six months following the death of the person whose estate is concerned, and at the same time pays the first instalment of the duties and furnishes such security as the Minister considers sufficient to ensure payment of the three other instalments.

Payment in annual instalments.

Intérêt.

L'intérêt sur ces versements est calculé conformément à l'article 40. ».

Interest on such instalments shall be computed in accordance with section 40."

Interest.

Application de la loi.

5. La présente loi s'applique à toute succession ouverte à compter du 30 avril 1969.

5. This act shall apply to every estate that devolved from the 30th of April 1969.

Application of act.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.